



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Train-d-enfer-les-lanceurs-d-2214>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau en action > Campagnes et mobilisations nationales > Archives campagnes > Transports nucléaires > Archives suivi des transports > Train d'enfer : transport La Hague-Gorleben (5-9 novembre 2010) > Soutien à l'action du GANVA > **"Train d'enfer" : les lanceurs d'alerte injustement condamnés, les violences policières restent impunies**

27 janvier 2011

"Train d'enfer" : les lanceurs d'alerte injustement condamnés, les violences policières restent impunies

Condamnations pénales, amendes, violences, mutilations, impunité des policiers, jusqu'où ira-t-on pour protéger les intérêts du lobby nucléaire ?

Reportage France 3 du mercredi 26 janvier

Le 5 novembre dernier, 123 tonnes de déchets vitrifiés allemands, issus du centre de « retraitement » AREVA de la Hague, partaient rejoindre le centre d'entreposage de Gorleben (Basse-Saxe). Avant d'être bloqué à de nombreuses reprises en Allemagne, ce convoi avait été arrêté une première fois à Caen (Calvados) par 7 militants du GANVA (Groupe d'Actions Non-Violentes Antinucléaires).

Pendant l'évacuation des voies, trois des militants avaient subi des violences volontaires et des blessures graves de la part des "forces de l'ordre". Leur situation a nécessité des interventions chirurgicales, des greffes de peau et des semaines de rééducation.

Les 7 militants ont été condamnés hier 26 janvier à un mois de prison avec sursis, et ils devront déboursier plus de 30 000 euros (amendes individuelles, dommages et intérêts, frais de justice). Les militants du GANVA envisagent de faire appel de cette condamnation très excessive, et déposent une nouvelle plainte devant la justice contre les policiers qui les ont blessés. Pour mémoire, leur première plainte avait été classée sans suite par le Procureur. Les lanceurs d'alerte pacifiques sont blessés et condamnés, et les policiers auteurs de violences volontaires ne sont pas inquiétés : dans quel pays vivons-nous ?

Pour François Mativet, porte-parole du Réseau "Sortir du nucléaire" : " la répression et les violences totalement inacceptables dont les militants ont été victimes ne sont que le reflet d'un système organisé, protégé par les autorités. Elles montrent la volonté des pouvoirs publics de criminaliser les

actions de désobéissance civile contre le nucléaire, dans le but de verrouiller toute opposition. Ce type d'action dérange car il permet de lever le voile sur la réalité du nucléaire et sur les mensonges d'AREVA, qui prétend, à tort, recycler une majeure partie des déchets nucléaires."